



LA TRANSITION A ÉTÉ GLOBALEMENT UN SUCCÈS ET L'ÉLARGISSEMENT EST UNE OPPORTUNITÉ POUR L'EUROPE

JACQUES DE LAROSIERE*

Le processus de transition est une réussite globale, comme le montrent les tableaux en annexe. Si l'on regarde la manière dont les équilibres macroéconomiques ont été en grande partie restaurés et si l'on considère les taux d'inflation, la discipline budgétaire, la stabilité monétaire, on voit que la tendance est très positive. Quant aux éléments structurels comme la privatisation des économies, l'ouverture au commerce mondial, la constitution d'un État de droit, l'affermissement de la démocratie, le développement d'un système juridique qui soit prévisible et rassurant pour les investisseurs, on peut également dire que c'est un succès. Ces résultats ont été accompagnés d'une profonde réorientation des courants commerciaux de l'est vers l'ouest. C'est là une des mutations les plus considérables de l'histoire économique moderne.

Quant aux déficits de balance des paiements enregistrés dans la région (environ 20 milliards de dollars par an depuis 1997, soit 3 à 7 % du PIB selon les pays), ils ont été intégralement financés - et même « surfinancés » - par les flux de capitaux privés (25 milliards estimés pour l'année 2000). L'essentiel de ces flux provient d'investissements directs étrangers, forme la plus stable du financement extérieur dont bénéficient ces pays (17 milliards de dollars estimés pour 2000).

De fait, et en dépit de la crise qui a touché les marchés émergents depuis 1996, les flux d'investissements directs à destination des pays les plus avancés d'Europe centrale et orientale ont poursuivi leur progression. Cette évolution favorable est directement liée aux progrès de la privatisation, de la libéralisation et des réformes de structures qui ont été réalisées par ces pays ainsi qu'aux perspectives offertes par le processus d'adhésion à l'Union européenne.

* Conseiller du Président de BNP Paribas.



Le resserrement de la liquidité qui frappe certains pays émergents depuis quelque temps ne s'est pas transmis aux pays d'Europe centrale et orientale. Cette déconnexion, favorisée par des taux d'endettement relativement modérés, est une illustration du phénomène de convergence qui caractérise déjà les pays candidats.

Mais il faut observer que cette réussite est inégale. Il y a des pays qui ont été plus loin que d'autres sur la route de la transformation. On peut dire que la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovénie, la Slovaquie et certains pays baltes sont parmi les plus avancés.

L'élargissement est une opportunité pour l'Europe : il faut bien voir ce qui compte dans l'accession. On entend souvent dire que le PIB ou le revenu par tête moyen des 10-12 pays candidats est inférieur de plus de 50 % à la moyenne du PIB des membres de l'Union européenne, et que ces pays sont donc très loin de l'accession. Je crois que c'est une profonde erreur de raisonnement. Ce qui est important n'est pas de comparer les revenus par tête, mais d'examiner l'état des structures, l'environnement institutionnel et juridique qui permet d'assurer un potentiel de croissance durable. Et il convient d'inclure dans cet environnement la stabilité financière et la discipline macroéconomique. Or si on le regarde sous cet angle, le problème de l'accession devient plus facile à traiter. On peut même dire, d'un certain point de vue, que la faiblesse du revenu par tête représente une opportunité pour la partie occidentale de l'Union et la possibilité pour les investisseurs étrangers de trouver une réserve de main-d'œuvre dans des conditions favorables.

Il faut être conscient de l'importance des changements en cours. Nous constatons que l'Europe centrale croît depuis quelques années en moyenne de 4 à 6 % par an. C'est déjà assez remarquable encore que ces taux impliquent un délai de rattrapage assez long avec le reste de l'Europe¹. Mais on peut dire aussi que les choses se présentent de façon plus favorable. Il y a, en effet, dans ces économies des évolutions que nous percevons un peu mais que nous ne mesurons pas encore très bien. Il existe des zones de modernité avec une forte croissance de la productivité, notamment dans des domaines comme les télécommunications ou les industries de pointe. Ainsi, assiste-t-on de la part d'un certain nombre de grandes entreprises multinationales à d'importants transferts de technologies ou de recherche vers les pays de l'Europe centrale et orientale. Ceci entraîne des modèles de croissance assez particuliers. On peut dire, à cet égard, qu'un *taux de croissance peut en cacher un autre*, c'est-à-dire que s'il est exact que ces économies progressent à un rythme de 4 à 6 % l'an, il y a des secteurs qui croissent beaucoup plus rapidement alors que d'autres sont en cours d'ajustement, voire d'extinction. La notion de moyenne n'est donc peut-être pas le meilleur indicateur pour juger de la dynamique de l'accession.



L'accession d'un certain nombre de pays (ceux qui sont en tête du processus) paraît désormais relativement proche. La date de 2004 vient d'être mentionnée par le Sommet de Göteborg pour les premières adhésions. Il paraît important, de ce point de vue, que l'Union européenne maintienne le principe de la sélectivité : le premier pays prêt doit être le premier à entrer. Il paraîtrait anormal et regrettable qu'une politique de « groupement de pays » prévale sur un principe très clair : celui de l'évaluation de chaque candidat en matière de réformes de structures, d'environnement institutionnel et de reprise de l'acquis communautaire.

Il y aura bien entendu des périodes de transition inévitables. Elles ont eu lieu dans le passé, il faudra également les accepter pour les nouveaux candidats. Il convient ensuite de ne pas confondre Union économique et Union monétaire. L'Union économique est le premier stade. Il dépend beaucoup des réformes du cadre institutionnel et de l'accession communautaire. Et il y a l'Union monétaire qui est gouvernée par les principes de Maastricht. Ceux qui ont avancé sur les plans de la lutte contre l'inflation, de la baisse des taux d'intérêt à long terme, de la stabilité des changes, de la réduction du déficit budgétaire et de la dette publique, se seront effectivement rapprochés des critères de Maastricht. Ils bénéficieront alors du mécanisme de convergence que les marchés impriment à ce genre de mouvement, et dont les pays du sud de l'Europe ont tiré avantage.

Au total, c'est une grande chance pour l'Europe que d'avoir comme candidats nos voisins de l'est et du centre. Il est vrai qu'il y a des coûts communautaires qu'il faudra mieux répartir. Sur le plan des fonds régionaux par exemple, il faudra faire de la place pour les nouveaux venus. Ce n'est pas très populaire - on l'a vu avec le récent vote irlandais -, mais c'est normal quand un club s'élargit. Cependant, si la volonté politique existe - et la volonté est là pour élargir - on trouvera les moyens pour faire de la place aux nouveaux membres.

Je pense aussi que c'est un défi pour l'Europe dans le sens où il faudra également que nous soyons prêts. On cite toujours les 31 chapitres que les pays candidats doivent honorer. Mais il faut aussi que nous soyons prêts à les faire adhérer. Ce qui veut dire que nous soyons capables de simplifier notre propre processus de décision politique et d'alléger le coût des institutions européennes pour permettre d'accueillir ceux qui ont des niveaux de vie plus bas. En ce sens, l'élargissement est aussi un défi et une opportunité pour l'Europe.

On aura compris que je suis optimiste. Je mesure, bien sûr, l'importance des défis et la masse des investissements requis, notamment dans le domaine de l'environnement. Mais je suis confiant parce que nous avons traversé des phases très proches avec des pays comme l'Espagne, le



Portugal, l'Irlande ou la Grèce. À cet égard, le Fonds monétaire international a fait des études comparant l'année n-5 avant l'accession des pays du sud avec la situation actuelle des pays candidats d'Europe centrale et orientale qu'on peut considérer en n-5 avant adhésion. Or sur le plan de leur discipline macroéconomique, de leur degré d'ouverture et de tout un ensemble de facteurs structurels, les pays dits les plus avancés d'Europe centrale se situent déjà au niveau et encore parfois au-delà du degré de discipline et de qualité structurelle des pays du sud au même moment de la chronologie d'accession.

Enfin, il faut avoir l'humilité de regarder en arrière. On est souvent impatient parce qu'on voudrait que les choses aillent plus vite, que les pays soient parfaits. Mais on oublie un peu que nous-mêmes avons cheminé lentement. Regardons, par exemple, la situation de l'Europe occidentale dix ans après la guerre, disons en 1955, notamment au regard du degré d'ouverture, de la libéralisation des prix, des échanges, de la discipline macroéconomique, de l'inflation, et comparons cela à ce qui se passe en Europe centrale dix ans après la chute du mur de Berlin. C'est une considération qui nous invite, nous, Occidentaux de l'Europe, à un peu d'humilité et aussi à beaucoup d'espoir.

ANNEXES

Tableau n°1
Europe centrale et orientale : performances économiques et perspectives d'intégration européenne - Résultats macroéconomiques

	Inflation en %			Déficit budgétaire en % du PIB		Croissance du PIB en %			PIB/Tête en dollar		
	1990 ou 1991	1999	2000 est. 2001 prévu	1990 ou 1991	2000 est. 2001 prévu	1990 ou 1991	Moy. 1997/2000	1999	2000 est.	1991	2000 est.
Pologne	249	7,3	10,1	6,6	6,6	-6,7	+5	+4	+3,5	2.037	4.108
Hongrie	33	10,1	9,8	9,4	9,4	-3	+4,8	+4,5	+5,2	3.230	4.730
Républ. tchèque	52	2,1	3,9	4,6	4,6	-2,8 (89)	0	-0,8	+3,1	2.400	4.797
Estonie	303	3,3	4	6,2	6,2	-5,2	+4	-1,1	+6,4	707	3.409
Slovénie	247	6,1	8,9	7,7	7,7	-0,3	+4,5	+5	+4,7	6.333	9.320
Lituanie	345	0,8	1	2	2	-5,4	+2,8	-4,2	+2,9	289	3.035
Lettonie	262	2,4	2,8	3,3	3,3	-0,8	+5	+1,1	+6,6	578	3.019
Bulgarie	339	0,7	9,9	8	8	-10,9 (93)	+1	2,4	5	872	1.315
Roumanie	228	45,8	45,7	35	35	-4,6 (92)	-3,2	-3,2	+1,6	1.245	1.596
République slovaque	58	7,3	10	6,6	6,6	-7	+3,6	+1,9	+2,2	2.052	3.742

Source : EBRD Transition Report

Tableau n°2
Réformes structurelles

	Privatisation : % du secteur privé dans le PIB		Libéralisation du commerce extérieur (Échelle I) ⁽¹⁾	Réformes juridiques (Échelle I)	Productivité dans l'industrie
	1990 %	1999 %			
Pologne	30	60	3,3	4	12
Hongrie	25	85	4+	4	13
République tchèque	10	75	3	4	11
Estonie	10	70	4	3,5	n/a
Slovénie	15	50	3,3	3	8
Lituanie	10	70	4	3,5	n/a
Lettonie	10	65	4	3-	12
Bulgarie	10	65	4	4	2,5
Roumanie	15	60	4	4	7
République slovaque	10	75	4+	2,5	6,5

Source : EBRD Transition Report

(1) Échelle I : 1 à 4+ (4+ : standards internationaux minimums)

Tableau n°3
Investissements directs étrangers
(flux nets en millions d'US\$)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 estimé	Cumulé 1989-2000	Cumulé par tête 1989-2000 en dollars
Pologne	284	580	542	1.134	2.741	3.041	4.966	6.642	9.299	29.052	751
Hongrie	1.471	2.328	1.097	4.410	1.987	1.653	1.453	1.414	1.650	19.420	1.935
République tchèque	983	563	749	2.526	1.276	1.275	3.591	6.234	4.477	21.673	2.102
Estonie	-	156	212	199	111	130	574	233	241	1.926	1.337
Slovénie	113	111	131	171	178	295	154	40	133	1.534	768
Lituanie	-	30	31	72	152	328	921	478	355	2.367	642
Lettonie	-	50	279	245	379	515	303	366	330	2.430	1.027
Bulgarie	42	40	105	98	138	507	537	806	975	3.307	407
Roumanie	73	87	341	417	263	1.224	2.040	1.070	1.000	6.768	303
République slovaque	100	107	236	194	199	84	374	701	1.500	3.611	669

Source : EBRD Transition Report
NB : Russie : flux cumulés 1989/2000 : 12.344 (par tête = 85)

Tableau n°4
Balance des paiements courants
 (en % du PIB)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 estimé
Pologne	1,1	-0,7	0,7	4,5	-1	-3,2	-4,4	-7,6	-6,2
Hongrie	0,9	-9	-9,4	-5,6	-3,7	-2,1	-4,9	-4,2	-3,5
République tchèque	na	1,3	-1,9	-2,6	-7,4	-6,1	-2,4	-2	-4,8
Estonie	na	1,3	-7,3	-4,4	-9,1	-12,2	-9,2	-6,2	-6,8
Slovénie	7,4	1,5	4,2	-0,1	0,2	0,2	0	-3	-2,9
Lituanie	-	-3,2	-2,2	-10,2	-9,2	-10,2	-12,1	-11,2	-6
Lettonie	-	19,1	5,5	-0,4	-5,4	-6,1	-11,7	-10,2	-6,8
Bulgarie	-4,2	-10,1	-0,3	-0,2	0,2	4,2	-0,5	-5,5	-5,8
Roumanie	-8	-4,5	-1,4	-6,3	-8,8	-6,8	-7	-3,4	-3,9
République slovaque	-	-5	4,8	2,3	-11,2	-10	-10,1	-5,7	-3,8

Source : EBRD Transition Report



LA TRANSITION A ÉTÉ GLOBALEMENT UN SUCCÈS
ET L'ÉLARGISSEMENT EST UNE OPPORTUNITÉ POUR L'EUROPE

NOTE

1. Avec un taux de rattrapage moyen de 2 % par an (expérience des derniers élargissements), il faut 33 ans pour réduire de moitié l'écart initial.